



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination,
du pilotage, de l'appui territorial
et de l'environnement**

Arrêté n°2025-DCPATE-637

**modifiant temporairement l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ-1-599 du 20 juillet 2010
autorisant la société SOCMA à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la
commune de Saint Hilaire le Vouhis
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 encadrant les carrières notamment son article 11.6 concernant la hauteur des fonts au sein des carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ-1-599 du 20 juillet 2010 autorisant l'exploitation de la carrière des Rivières par la société SOCMA sur la commune de Saint Hilaire le Vouhis notamment les articles 2.1.16.3 (conditions d'exploitation et hauteur des fronts de la carrière) et 3.1.15 (suivi de vibrations lors des tirs de mines) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-DRACTAJ-1-680 du 27 novembre 2018 ;

VU les courriers actant le bénéfice d'antériorité des 23 septembre 2014 et 5 juillet 2021 ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet et le dossier joint par la société SOCMA le 5 septembre 2025 concernant la mise en sécurité du front n°2 de l'angle Est par des tirs temporaires de plus de 15 m avant le retour à la hauteur maximale de front prescrite par l'arrêté préfectoral susvisé du 20 juillet 2010 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 30 septembre 2025 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant pour lui permettre de formuler, sous 15 jours, ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

VU l'absence de remarque de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que le projet, qui consiste en la création temporaire de front de plus de 15 mètres (22 mètres) sur un linéaire de 12 mètres :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 2.1.16.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 juillet 2010 limite à 15 m la hauteur des fronts de la carrière des Rivières et prévoit à son article 3.1.15 la mesure des vibrations à chaque tir de mines ;

Considérant que l'exploitant a proposé des mesures complémentaires spécifiques pour assurer la sécurité et limiter les nuisances éventuelles (vibrations) lors des étapes préparatoires au tir et lors du tir ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Identification

La société SOCMA, dont le siège social est situé à zone artisanale de L'OIE (85140), autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Saint Hilaire le Vuhis au lieu-dit Les Rivières, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2. Conformité au dossier de modifications

Les modifications apportées aux installations exploitées sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de modifications susvisé sauf en ce que ces plans et données auraient de contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article 3. Prescriptions complémentaires

L'exploitant est autorisé à procéder à la création temporaire d'un front de plus de 15 m (estimation à 22 mètres) sur un linéaire de 12 m dans l'angle Est sur le front n°2 dans les conditions prévues par sa demande du 5 septembre 2025.

Toutes les dispositions sont prises pour que les trous de foration ne créent pas de sous épaisseur de roche dans le massif rocheux à abattre.

La quantité annuelle d'explosifs demandée pour cette carrière n'est pas modifiée par la réalisation de des tirs de mines.

Pour les tirs de plus 15 m, l'exploitant met en place les mesures d'accompagnement suivantes indiquées dans son dossier à savoir :

- mesures topographiques 3D du front,
- forations avec une foreuse fond de trou,
- mesure d'épaisseur de banquette sur la totalité des trous de la première rangée de trous de mine via distancemètre, pour vérifier la géométrie du forage et adapter les cas échéant les conditions de chargement de l'explosif.
- séquence de tir en bi-détonation.

Toute projection à l'extérieur du site met fin à la dérogation prévue par cet arrêté et est immédiatement être portée à la connaissance de l'inspection.

L'ensemble des informations relevées ci-dessus accompagnées du plan de tir et de sa description ainsi que les documents annexes et les résultats des différents contrôles assurant la sécurité du tir sont tenus à disposition sur site au moins 6 mois.

Conformément à l'article 3.1.15 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 juillet 2010, chaque campagne de tir fait l'objet d'une campagne de relevé de vibrations auquel l'exploitant ajoute la mesure de la surpression.

Le maire de la commune de Saint Hilaire le Vuhis et les proches riverains susceptibles de subir des impacts (bruit, vibrations, projections) devront être informés du calendrier de ces tirs de mines exceptionnels.

Sous 2 mois suivant la notification du présent arrêté, le front 2 de l'angle Est respecte de nouveau les prescriptions de l'article 2.1.16.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 20 juillet 2010.

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables notamment celles du code du travail.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

Sans préjudices de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° dans les conditions fixées par l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 4.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **23 OCT. 2025**

Le préfet,


Pour le préfet,
le secrétaire général de la Préfecture
de la Vendée

Nicolas REGNY

Arrêté n°2025-DCPATE-637

modifiant temporairement l'arrêté préfectoral n°10-DRCTAJ-1-599 du 20 juillet 2010 autorisant la société SOCMA à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Saint Hilaire le Vouhis